

# FICHE D'INFORMATION SECO-DDC ORGANISATIONS MULTILATÉRALES

Juillet 2017



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

Secrétariat d'État à l'économie SECO



## LA SUISSE ET L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT (IDA, GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE)

### FAITS ET CHIFFRES

#### Mandat

La mission du Groupe de la Banque mondiale (GBM) est de lutter contre la pauvreté et les inégalités. Son objectif est de réduire la pauvreté extrême à un niveau de trois pourcent et d'augmenter les revenus de quarante pourcent des personnes les plus pauvres dans chaque pays d'ici 2030. Le Groupe de la Banque mondiale se compose de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), de l'Association internationale de développement (IDA), de la Société financière internationale (SFI), de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI). L'IDA est le fonds du Groupe de la Banque mondiale qui soutient les pays les plus pauvres au monde.

#### Institution (GBM)

**Président :** Jim Yong Kim (États-Unis)

**Siège :** Washington D.C., États-Unis

**Pays membres :** 189

**Nombre de bureaux :** 132

**Effectifs (en juin 2017) :** 15 983

**Date de création :** BIRD (1944), SFI (1956), IDA (1960), CIRDI (1966), MIGA (1988)

**Organes :** le Conseil des gouverneurs est la plus haute instance décisionnelle. Il se réunit deux fois par an pour décider des orientations stratégiques du GBM. Le Conseil des administrateurs, composé de 25 membres, est responsable des activités opérationnelles. Depuis 1992, la Suisse dirige un groupe de vote de neuf États : Azerbaïdjan, Kazakhstan, République Kirghize, Pologne, Serbie, Suisse, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan.

#### Suisse

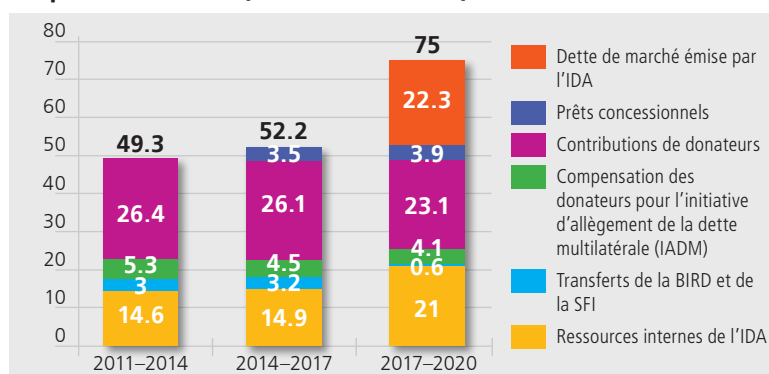
**Contribution financière à l'IDA :** 18<sup>e</sup> reconstitution des ressources (2017–2020) : 645 millions CHF (quote-part suisse à la reconstitution : 2,14%, 9<sup>e</sup> contributeur)

**Nombre de collaborateurs suisses (juin 2017) :** 45

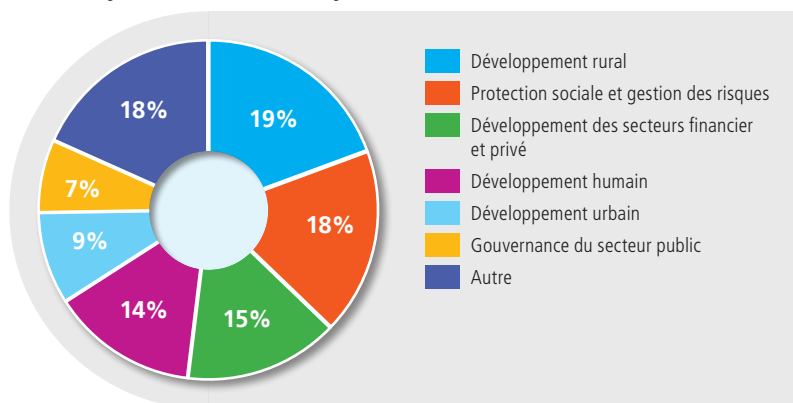
**Mandats attribués à des entreprises suisses (2017) :** 9 contrats pour un total de 19 millions CHF

**Site Internet :** [ida.banquemondiale.org](http://ida.banquemondiale.org)

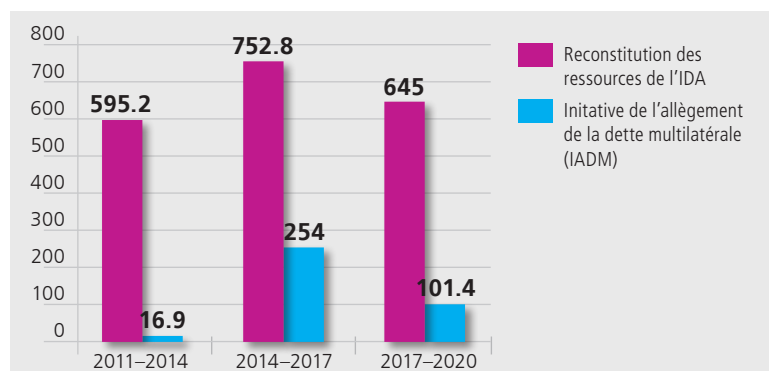
### Reconstitution des ressources de l'IDA et volume de prêts accordés (en milliards USD)



### Prêts de l'IDA par secteur (exercice 2014 : du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016)



### Engagements financiers de la Suisse envers l'IDA (en millions CHF)



## IDA

L'Association internationale de développement (IDA) est l'institution du Groupe de la Banque mondiale qui fournit une assistance aux pays les plus pauvres de la planète. L'IDA prête des fonds à des conditions préférentielles. Cela signifie que les crédits de l'IDA sont à intérêt très faible voir nul, et que les remboursements sont étalés sur une période allant de 25 à 40 ans. Elle octroie également des dons aux pays à risque de surendettement et accorde des allègements de dette substantiels. Depuis sa création, l'IDA a fourni 328 milliards de dollars d'investissements dans 112 pays. L'IDA figure parmi les principaux bailleurs de fonds des 77 pays les plus pauvres de la planète, et représente la plus importante source de contributions des donateurs aux services sociaux de base dans ces pays.

### IDA 18 (2017–2020)

Les négociations de reconstitution des ressources pour le cycle actuel de financement, connu sous le nom d'IDA18, ont permis de réunir la somme record de 75 milliards de dollars grâce à un ajustement du modèle de financement de l'IDA qui met à profit l'effet de levier de son bilan pour accéder aux marchés de capitaux internationaux. Ce nouveau modèle économique répond à l'Agenda d'Action d'Addis Abeba, demandant aux banques multilatérales de développement de maximiser leurs ressources et d'imaginer des approches innovatrices pour financer l'Agenda 2030 pour le développement durable. IDA18 accorde une attention spéciale aux cinq secteurs thématiques suivants : climat ; emploi et transformation économique ; fragilité, conflit et violence ; gouvernance et institutions ; genre et égalité des sexes.

Le montage financier d'IDA18 prévoit :

- Un doublement des ressources de base accordées aux pays fragiles (14 milliards USD), incluant pour la première fois un soutien aux pays présentant un risque de fragilité
- Une hausse du financement des programmes régionaux destinés à renforcer l'intégration et les infrastructures régionales (5 milliards USD)
- Un nouveau sous-guichet destiné aux réfugiés et aux gouvernements des pays IDA qui les accueillent (2 milliards USD)
- Une hausse des ressources destinées à répondre aux crises (3 milliards USD)
- Un nouveau Guichet secteur privé destiné à mobiliser l'investissement privé dans les pays IDA (2,5 milliards USD)
- Une augmentation du financement non concessionnel pour les pays IDA à faible risque de surendettement (9 milliards USD)



Femme marchant dans un champ desséché au Mali / © Banque mondiale

## La Suisse et l'IDA

Selon le Message sur la coopération internationale de la Suisse 2017–2020, le GBM est l'un des 15 partenaires multilatéraux prioritaires de la Suisse, et les cinq secteurs thématiques d'IDA18 correspondent précisément aux priorités de développement de la Suisse. La Suisse consacre aujourd'hui à l'IDA la plus grande contribution unique allouée au titre de l'Aide publique au développement (APD), reflétant ainsi la pertinence et l'importance globale de l'aide de la Banque mondiale dans la réalisation de ses objectifs de développement. La Suisse a encouragé l'IDA à apporter une contribution ciblée à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et au suivi de ses résultats, à améliorer les conditions du secteur privé et à collaborer plus étroitement avec d'autres acteurs du développement comme l'ONU, notamment dans les contextes fragiles.

### Évaluation des résultats

L'IDA a montré l'exemple en assumant la responsabilité de ses opérations et en rendant des comptes sur l'efficacité de l'aide allouée. Ceci lui a valu d'être classée dans la catégorie de performance la plus élevée de l'Indice de la transparence de l'aide pour la première fois en 2014. Le Système de mesure des résultats mis en place par l'IDA est un cadre solide de responsabilisation et de gestion qui a largement contribué à améliorer le suivi des résultats et à en tirer des enseignements, à tous les niveaux. Pour IDA18, les mesures politiques et les objectifs de performance destinés à soutenir les pays de l'IDA ont été révisés de manière à mieux s'aligner sur les objectifs de développement durable. L'IDA s'est en outre engagée pour les années à venir à améliorer la collecte de données et la capacité statistique au niveau des pays.

## SECTEURS THÉMATIQUES DE L'IDA



### Climat

L'IDA aide les pays à faire face au changement climatique en finançant des solutions novatrices : amélioration des données et des prévisions météorologiques, introduction de cultures résistantes à la sécheresse, lancement d'un nouveau régime d'assurance contre les catastrophes naturelles, construction de logements résistants aux cyclones et mise en place de systèmes d'alerte. Elle constitue aussi une aide pour les pays dans le développement de nouveaux moyens d'exploiter les énergies renouvelables, de cultiver la terre en utilisant moins d'eau et de substances chimiques ainsi que de meilleures semences, et de réduire les émissions de carbone en encourageant les industries à devenir plus performantes et plus durables. Au Rwanda, par exemple, 204 000 foyers ont pu réduire leur facture énergétique grâce à un programme qui distribue des lampes fluorescentes pour remplacer les ampoules et batteries traditionnelles ainsi que les lampes à kérosène.

Grâce aux positions cohérentes de la Suisse ainsi qu'à l'action coordonnée qu'elle mène avec d'autres donateurs, la plupart des stratégies pays de la Banque mondiale font désormais du dérèglement climatique une priorité. La Suisse a renforcé son engagement en participant à des initiatives liées au climat comme le Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de reconstruction (GFDRR), qui a été récemment co-présidé par la Suisse (2016–2017) et dont l'action vise à intégrer la réduction des risques de catastrophes au travail du GBM, ainsi qu'au Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique (ESMAP), où le financement suisse se concentre sur l'efficacité énergétique dans les villes et sur les réformes des subventions aux énergies fossiles.



Evelyn et Adoko, marchandes de tissu au Togo / © Banque mondiale



### Emploi et transformation économique

Au cours des quinze prochaines années, il faudra créer 600 millions d'emplois supplémentaires pour empêcher le chômage de progresser. Pour les populations pauvres et vulnérables, l'évolution des opportunités d'emploi vers des activités à plus forte productivité constitue la principale voie de sortie de la pauvreté. Les projets financés par l'IDA contribuent à assurer l'inclusion, la connectivité et la productivité. A l'instar du Mali, où, grâce à des travaux d'aménagement routier financés par l'IDA, 45% de la population rurale a accès à une route praticable, contre 32% en 2007. Au Népal, plus de 73% des diplômés des programmes de formation professionnelle ont occupé en 2015 un emploi rémunéré pendant au moins six mois à l'issue de leur formation, contre 68% en mars 2014.



En Azerbaïdjan, un nouveau tribunal pour rendre les procédures judiciaires plus rapides et plus efficaces / © Banque mondiale

La Suisse soutient activement l'action en faveur de l'emploi, et encourage la Banque à s'assurer que ses stratégies pays sont particulièrement axées sur l'emploi. La Suisse complète ce dialogue institutionnel par des interventions financières ciblées, par exemple en faveur du programme Better Work de l'OIT et de l'IFC, qui a ces dernières années atteint ses objectifs d'emploi dans l'industrie du vêtement au Vietnam, en Indonésie et au Bangladesh. La Suisse considère que le nouveau Guichet de promotion du secteur privé d'IDA18 représente une excellente opportunité pour créer davantage d'emplois plus qualifiés puisqu'il permettra à l'IDA et à l'IFC de mieux collaborer pour prévenir les risques économiques dans les pays IDA.



### Fragilité, conflits et violence

Près de la moitié des personnes les plus démunies de la planète vivent dans des pays fragiles ou affectés par des conflits. Depuis 2000, l'IDA a mis à disposition plus de 28,5 milliards USD de fonds pour assurer la reconstruction au terme d'un conflit, permettre aux États de mieux faire face aux menaces et notamment aux menaces de conflit, aux crises sanitaires et aux urgences humanitaires, et améliorer leurs infrastructures afin que les habitants puissent reprendre une vie paisible et constructive.



Enfants dans une salle de classe ravagée par la guerre / © Banque mondiale

En République centrafricaine, par exemple, le Projet d'urgence de restauration des services publics a aidé le gouvernement à rétablir les salaires des fonctionnaires et les systèmes de gestion des finances publiques connexes, mis à mal par plusieurs années de guerre civile. Il a notamment permis d'augmenter la perception d'impôts de 50% entre 2014 et 2015.

La Suisse a joué un rôle moteur en encourageant l'IDA à intégrer la création de programmes prenant en compte la fragilité et les conflits, et défend un partenariat étroit entre la Banque et les autres acteurs du développement, notamment l'ONU, afin d'élaborer des analyses communes des régions, des pays et des secteurs de manière à faciliter la mise en place de programmes conjoints. La Suisse figure au nombre des premiers donateurs d'initiatives ciblées telles que le Fonds fiduciaire pour un partenariat Nations Unies-Banque mondiale sur la fragilité et les conflits et le Programme mondial sur le déplacement forcé, qui renforcent tous deux l'action de la Banque face aux crises, favorisent le dialogue, et génèrent des connaissances fondées sur des données factuelles.



### Gouvernance et institutions

La prospérité d'un pays repose sur des institutions solides, qui créent un environnement facilitant la croissance du secteur privé, réduisant la pauvreté, permettant de fournir des services utiles à la population et gagnant sa confiance. Et pourtant, plus d'un tiers des pays IDA perçoivent des recettes fiscales nettement inférieures à ce dont ils auraient besoin pour financer les fonctions essentielles de l'État.

L'IDA collabore avec les gouvernements pour assurer une bonne gestion des institutions et des finances publiques, une meilleure transparence vis-à-vis du public et un engagement plus solide auprès de la société. Ce faisant, les pouvoirs publics deviennent plus transparents, plus responsables, moins vulnérables à la corruption et plus efficaces dans la prestation des services aux populations. Grâce à l'aide de l'IDA au Nigéria, par exemple, le nombre de marchés publics attribués par le biais d'une concurrence ouverte a progressé de 85% en 2015, contre 20% de croissance en 2009.

La Suisse attache beaucoup d'importance à la mobilisation des ressources domestiques, à l'amélioration de la gestion financière et à la réduction des transferts financiers illégaux que permet le travail de l'IDA. La Suisse est un contributeur de longue date du Programme relatif aux dépenses publiques et à la responsabilité financière (PEFA) et a conclu des partenariats avec la Banque pour réaliser des évaluations du PEFA dans différents pays tels que la République kirghize, le Pérou, la Serbie et la Tunisie. Elle soutient aussi les efforts internationaux pour mettre fin à l'existence de lieux sûrs pour l'accueil des fonds d'origine illicite, ce qui passe par un engagement sans faille dans l'Initiative pour le recouvrement

des avoirs volés de la Banque mondiale (StaR), géré conjointement avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.



### Genre et égalité des sexes

L'IDA s'emploie à combler les disparités entre les hommes et les femmes en s'assurant que les filles aillent – et restent – à l'école, en aidant les femmes à exercer leur droit de posséder des terres et d'autres biens essentiels, et en veillant à ce qu'elles puissent obtenir des financements pour démarrer des activités rémunératrices. Au Pakistan, par exemple, entre 2009 et 2016, plus de 350 000 nouveaux emprunteurs ont pu accéder à des microcrédits grâce au fonds pakistanais pour la réduction de la pauvreté. Les femmes représentaient 78% des emprunteurs. Au Sri Lanka, en 2015, 85% d'élèves (88% de filles et 82% de garçons) sont restés scolarisés jusqu'à leur onzième année, contre 82% au total en 2011.

La question de l'égalité entre hommes et femmes est d'haute priorité pour la Suisse, qui prône l'intégration de la dimension du genre dans le travail de l'IDA, ainsi qu'un partenariat accru avec l'ONU et d'autres acteurs du développement, notamment concernant le diagnostic, la planification et la budgétisation en fonction du genre, de même que la collecte de données ventilées par genre. La Suisse contribue au Mécanisme général de financement pour l'égalité de genre (Umbrella Facility for Gender Equality, UFGE), un dispositif de financement unique et à valeur ajoutée créé par la Banque mondiale, qui subventionne des opérations expérimentales et innovantes, et fournit des indices et des résultats inédits. Le mécanisme favorise la prise de décisions politiques plus avisées au niveau national, améliore les connaissances au niveau mondial et augmente les demandes d'intervention en faveur de la parité hommes-femmes grâce à une sensibilisation accrue.



Helina travaille pour une entreprise de construction en Éthiopie / © Banque mondiale

## DÉFIS DE L'IDA

L'IDA doit surmonter un certain nombre de défis afin de pouvoir réaliser le double objectif de la Banque mondiale. Premièrement, elle doit veiller à ce que la dette des pays partenaires reste supportable, ce qui est d'autant plus vrai aujourd'hui depuis que le nouveau système de financement inclut des prêts non concessionnels. Deuxièmement, en axant son travail sur les situations de fragilité, de conflits et de violence, l'IDA s'expose à des risques supérieurs en matière de résultats : il est complexe et délicat d'œuvrer dans de tels contextes, ainsi les objectifs sont plus difficiles à atteindre que dans des contextes non fragiles. Il est crucial que l'IDA convienne de modalités pratiques pour nouer des partenariats avec d'autres banques de développement et avec le système des Nations Unies, de manière à tirer parti de leurs avantages comparatifs respectifs. Enfin, de fortes pressions s'exercent pour que l'IDA axe son action sur le développement du secteur privé dans les pays IDA. Cela implique non seulement d'instaurer un partenariat efficace avec la SFI et le MIGA pour mettre en œuvre le nouveau Guichet secteur privé au titre d'IDA18, mais aussi de veiller à ce que les pays IDA bénéficient de conditions-cadres adaptées et d'un bon climat d'affaires, qui seuls permettront au secteur privé de s'épanouir.



Louxor, Égypte. Des employées de l'usine Rich cousent des sous-vêtements masculins. Rich est une petite entreprise où la majorité des employés sont de jeunes femmes habitant dans le voisinage. Photo © Dominic Chavez / Banque mondiale

### Contact

**SECO, Coopération multilatérale :**  
info.wemf.cooperation@seco.admin.ch  
**DDC Division Institutions globales :**  
global.institutions@deza.admin.ch